

Interview de Frédéric OUDEA, Président de la BBF

BFM RADIO – Le 22 mai 2012 – 13 H
Hedwige CHEVRILLON

[Extraits]

Crise de la dette grecque : effet de contagion

FREDERIC OUDEA

[...] La vraie question qui se pose, c'est, au fond, l'effet de contagion [...] quand je prête à un pays comme aujourd'hui l'Espagne, qui est sous le feu des projecteurs, est-ce que demain, je serai bien remboursé en euros si je lui prête en euros. C'est une question légitime. Et c'est vrai donc ce risque existe, et c'est là où, à mon sens, si jamais on allait vers ce type de scénario qui, à mon avis, n'est pas du tout celui qui doit être le scénario central, il est de très loin préférable que la Grèce respecte ses engagements, et s'engage à rester dans la zone euro...[...]

Voilà, et si jamais on allait vers ce scénario, il faudrait, à mon avis, une réponse forte de l'Europe pour éviter un effet de contagion, et que les investisseurs se posent des questions sur l'Espagne, l'Italie, etc.

HEDWIGE CHEVRILLON

Donc pour vous, il y a un risque de contagion au niveau espagnol, portugais, voire italien ?

FREDERIC OUDEA

Bien entendu, oui, ce risque existe, puisque, à partir du moment où vous dites : un pays peut sortir, la question qui se pose, c'est : peut-il y en avoir d'autres, et il faut légitimement qu'on dise : non, il n'y en aura pas d'autres, l'Europe est unie, le cas grec serait à ce moment-là un cas exceptionnel, et nous restons solidaires et unis au profit, bien sûr, de cette monnaie commune.

HEDWIGE CHEVRILLON

Qu'appellez-vous une réponse forte en l'occurrence, c'est quoi une réponse forte, aux yeux d'un banquier comme vous ?

FREDERIC OUDEA

Eh bien, je crois que c'est encore une fois politiquement ré-insister pour dire : tous ensemble, nous sommes, nous mettons en œuvre les moyens politiques, économiques et financiers nécessaires pour assurer, bien entendu, à l'Europe cette capacité de réduire ses déficits, de rembourser ses dettes, à chacun des pays de rester dans la zone euro, et, bien entendu, aussi d'assurer la croissance. Alors, beaucoup a déjà été fait, je rappelle que, il y a une espèce de pare-feu, il

faut absolument que ce pare-feu, bien sûr, soit définitivement mis en place et capable d'intervenir, le cas échéant, notamment au profit d'un autre pays que la Grèce. Deuxièmement, confirmer la volonté de réduire les déficits, c'est important, et peut-être, comme c'est aujourd'hui en discussion, compléter ça d'un volet sur la croissance, parce que, effectivement, le marché peut s'interroger sur la croissance et dire : eh bien, voilà, nous nous sommes engagés collectivement à ce que l'Europe croisse, il y a des moyens sûrement disponibles pour stimuler un certain nombre d'investissements, il y a des secteurs industriels à promouvoir, mais réafficher une volonté commune de sortir l'Europe de cette ornière. [...]

Euro-obligations

HEDWIGE CHEVRILLON

Oui alors est-ce que les eurobonds, les euro-obligations sont justement cette solution, vous parlez d'une solution politique, un acte très fort, est-ce que c'est un acte fort sur le plan économique ?

FREDERIC OUDEA

[...] Quand on regarde la zone euro, une des difficultés de cette zone c'est que vous avez une somme de pays finalement avec des économies différentes, des capacités à exporter, des niveaux de compétitivité différents et que c'est donc compliqué pour eux de partager une même monnaie et une même politique de taux d'intérêt et c'est probablement une des grandes leçons à tirer de la situation actuelle. Dès lors, [...] pour redonner confiance il faut évidemment que chacun des pays conduise la réforme structurelle adaptée à chacune de ces situations et de ces économies, ça concerne les dépenses publiques évidemment, mais ça concerne aussi par exemple la compétitivité de ses entreprises et par exemple aussi la réforme du travail en Espagne, donc chaque pays doit faire son travail...

HEDWIGE CHEVRILLON

Pas en France.

FREDERIC OUDEA

Mais y compris en France bien entendu [...], quand je regarde la compétitivité du pays, un des enjeux clés me semble-t-il, c'est l'allocation de l'épargne au financement des entreprises et faire en sorte que les entreprises françaises puissent être plus compétitives, je rappelle qu'aujourd'hui le taux de marge des entreprises françaises est à un niveau historiquement bas. Et le taux de capacité des investissements également, c'est très important car la croissance future française viendra notamment de l'investissement des entreprises et donc il faut faire en sorte qu'elle soit capable de financer l'investissement.

[...] A partir du moment où les pays auront fait leur travail, [...] il faudra effectivement avoir plus d'intégration financière, c'est-à-dire plus de transferts financiers d'un pays à l'autre, plus de mécanismes de solidarité financière entre les Etats et je doute effectivement que l'Europe, la zone euro puisse se contenter en quelque sorte de cette construction où chacun des Etats fasse son travail parce qu'il est à craindre que dans dix ans, dans quinze ans, on retrouve des déséquilibres financiers avec ce partage de la même monnaie et d'une même politique de taux d'intérêt. Dès lors je crois effectivement qu'il y aura des mécanismes de transferts financiers qui devront se mettre en place et par exemple

il y a des eurobonds, alors ce n'est peut-être pas le moment car derrière ça veut dire quoi ? Ça veut dire qu'un certain nombre de pays accepte de payer plus cher leur dette qu'ils ne le font aujourd'hui, c'est une solidarité... [...]

Pas de mouvements de retraits en France

HEDWIGE CHEVRILLON

Est-ce qu'on observe en France des mouvements de retraits ou pas de la part de particuliers ?

FREDERIC OUDEA

Aucun [...]. Aujourd'hui il n'y a aucun problème, il y a à mon sens d'ailleurs pas non plus de problème en Espagne, le sujet sur la Grèce peut se poser puisque effectivement c'est sur la Grèce notamment qu'on parle de cette question de sortie éventuelle de la zone euro. Mais aujourd'hui nous en tout cas on n'observe rien de spécial sur le terrain. [...]

Emploi dans les banques françaises

HEDWIGE CHEVRILLON

Alors revenons un instant en France parce qu'il y a aussi beaucoup d'actualité, notamment une actualité aussi inquiétante avec cette menace de plans sociaux, [...]. Est-ce qu'au niveau de la FEDERATION BANCAIRE FRANCAISE d'abord, est-ce que vous pouvez nous donner un chiffre éventuellement sur le montant de plans sociaux dans les banques françaises ?

FREDERIC OUDEA

D'abord je voudrais rappeler que le secteur bancaire français c'est un des grands employeurs en France, 400.000 emplois et que nous recrutons, nous avons recruté en 2011 30.000 personnes et que nous allons continuer à recruter en 2012. Alors maintenant toutes les banques françaises sont confrontées sur les métiers de banques de financement et d'investissement, donc une partie de l'activité, ce n'est pas les réseaux, sur cette partie de banque de financement et d'investissement a la nécessité de s'adapter très vite au nouvel environnement économique, au nouvel environnement réglementaire et toutes ont mis en place des plans sociaux sans licenciement de départs volontaires. [...]

Allocation de l'épargne

HEDWIGE CHEVRILLON

Le doublement du plafond du Livret A ?

FREDERIC OUDEA

Ca, ça fait partie du sujet allocation de l'épargne, je pense si vous voulez que moi je préférerais que les incitations aillent à l'épargne longue, en action ou sur les bilans bancaires pour financer les entreprises plutôt qu'à une épargne très liquide sachant qu'aujourd'hui il y a beaucoup d'argent disponible pour le logement social. Donc il n'y a pas spécialement besoin d'en rajouter.

[...]

Taxation des banques

HEDWIGE CHEVRILLON

Cette surtaxe exceptionnelle sur les bénéfices [...] c'était dans le programme en l'occurrence de François HOLLANDE, est-ce que vous la redoutez ou pas ?

FREDERIC OUDEA

Le secteur bancaire est déjà plus taxé que les autres et des taxes nouvelles ont été rajoutées au cours des deux dernières années, c'est pourquoi je pense que de nouvelles taxes ne seraient pas quelque chose de légitime et qu'est-ce que ça veut dire de nouvelles taxes ? Ca veut dire moins de capacité à augmenter les fonds propres, in fine ça veut dire moins de crédit.